



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Départementale de la Vendée
Cité administrative Travot
10 rue du 93ème régiment d'infanterie - bât A2
85000 La Roche sur Yon
Mél : ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-
durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 13 février 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/02/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VIENNOISERIE LIGERIENNE

LA BOULANGERE
ZI Le Gautreau II - BP 60
85290 MORTAGNE SUR SEVRE

Références : D23.0062

Code AIOT : 0006303268

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/02/2023 dans l'établissement VIENNOISERIE LIGERIENNE implanté ZI Le Gautreau II - BP 60 85290 MORTAGNE SUR SEVRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection est réalisée au titre du programme pluriannuel de contrôle. Elle s'inscrit également dans l'action nationale 2023 "sécheresse" et l'action régionale 2023 "confinement des eaux d'extinction"

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VIENNOISERIE LIGERIENNE
- ZI Le Gautreau II - BP 60 85290 MORTAGNE SUR SEVRE
- Code AIOT : 0006303268
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site Viennoiserie Ligérienne est spécialisé dans la fabrication de viennoiseries industrielles (pains au chocolat, pains au lait, croissants, brioches)

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Consommation en eau et sécheresse
- Rejets aqueux
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 8.3.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Rejets aqueux - VLE	Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 4.3.7 et 4.3.9	/	Sans objet
7	Transmission des données d'autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet
10	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 8.5.1.5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Consommation en eau	Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 4.1.1	/	Sans objet
2	Adaptation des prescriptions de prélèvement en cas de sécheresse	Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 4.1.3	/	Sans objet
3	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 4.2.2	/	Sans objet
4	Ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 4.3.6	/	Sans objet
6	Rejets aqueux - surveillance	Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 10.2.4.1	/	Sans objet
9	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 8.4.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté principalement sur les thématiques de l'eau et du risque d'incendie.

L'exploitant doit s'engager à installer un dispositif de régulation du pH, les rejets aqueux étant acides et dépassant parfois la VLE en pH. La thématique RSDE sera vue lors d'une prochaine inspection. Il est conseillé à l'exploitant de revoir son programme de surveillance.

Sur le risque d'incendie, la visite a permis de voir que le dispositif de confinement des eaux d'extinction n'est pas opérationnel.

Par ailleurs, le dispositif d'extinction automatique est susceptible d'être mis en échec dans la zone d'expédition du fait des hauteurs de stockage trop importantes. Ceci constitue un écart majeur à

l'arrêté préfectoral d'autorisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consommation en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les prélèvements d'eau qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : origine de la ressource : réseau public d'alimentation en eau potable prélèvement maximal annuel : 22 400 m ³
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées une facture de Vendée Eau du 9 janvier 2023. La consommation en eau du site pour l'année 2022 est de 13 564 m ³ . L'exploitant dispose d'un registre des consommations. Celui-ci a été consulté lors de la visite. Les relevés des compteurs d'eau sont effectués manuellement 2 fois par semaine.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Adaptation des prescriptions de prélèvement en cas de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 4.1.3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral sécheresse qui lui est applicable dès sa publication. Dans le cas où cet arrêté préfectoral sécheresse l'autorise, l'exploitant peut mettre en place les mesures spécifiques qu'il a préalablement déterminées (suite à un diagnostic technico-économique en termes de gestion quantitative de ses prélèvements d'eau), sous réserve que l'inspection des installations classées en soit informée avant la mise en place de celles-ci et qu'elle n'y présente aucune objection. Il doit en outre, mettre en œuvre : <ul style="list-style-type: none">• les mesures visant à la réduction des prélèvements et de la consommation d'eau,• ainsi qu'à la limitation des rejets polluants et à leur surveillance renforcée suivant les dispositions ci-après, lorsque, dans la zone d'alerte où il est implanté, un arrêté constate le franchissement des seuils de « vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise. ». L'exploitant définit un programme gradué et proportionné de réduction de ses consommations d'eau en fonction des différents niveaux de sécheresse. Il définit également des consignes à destination de ses salariés pour mettre en œuvre ce programme. En période de sécheresse, l'exploitant met en œuvre progressivement les mesures suivantes qui sont toutes appliquées en situation de crise : <ul style="list-style-type: none">• la limitation des nettoyages de sols de l'usine en particulier dans la zone de production et il privilégie le balayage au lieu du nettoyage à l'eau sans induire de risque sanitaire ;• l'interdiction du nettoyage des véhicules ;• une réaction immédiate en cas de détection de perte d'eau pour la faire cesser : coupure du circuit, réparation ;• la promotion de l'utilisation rationnelle de l'eau et la sensibilisation du personnel sur les consignes

<p>anti-gaspillage ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'exercice d'une vigilance accrue sur les rejets que l'établissement génère, avec notamment des observations journalières et éventuellement une augmentation de la périodicité des analyses d'auto-surveillance. <p>Lors d'une alerte renforcée, l'exploitant modifie son plan de production pour privilégier des séries longues. La réduction du volume prélevé quotidiennement est de 5 m³.</p> <p>Lors d'une situation de crise, l'exploitant arrête une ligne de production parmi les usines du groupe dans la zone concernée. La réduction du volume prélevé quotidiennement est de 12 m³.</p> <p>Les prélèvements d'eau nécessaires pour la sécurité des installations (notamment lors d'un incendie et pour un usage sanitaire) sont exclues de ces dispositions.</p> <p>Si, à quelque échéance que ce soit, l'administration décidait dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux et leur régénération, dans le but de satisfaire ou de concilier les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement, de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait réclamer aucune indemnité.</p> <p>Constats : L'exploitant a déjà mis en place de nombreuses mesures pour minimiser sa consommation d'eau même en dehors des périodes de crises depuis 2012.</p> <p>La consommation d'eau du site se limite aux stricts besoins du process et des règles d'hygiène.</p> <p>En période de sécheresse, l'exploitant effectue un point d'information et de sensibilisation auprès des équipes régulièrement.</p> <p>En phase d'alerte renforcée, l'exploitant modifie son plan de production pour privilégier les séries longues et ainsi éviter les nettoyages entre les changements de recettes. Pour l'épisode de sécheresse 2022 au cours duquel le seuil « alerte renforcée » a été atteint au plus haut de la crise pour l'eau potable, on observe une légère baisse de la consommation en eau sur juillet et août en lien avec cette mesure.</p> <p>L'exploitant a également décalé plusieurs activités consommatrices en eau en dehors des périodes de sécheresse : la vidange et le remplissage de la cuve de sprinklage ont été effectués en décembre 2022 et le nettoyage des bardages a eu lieu en novembre 2022.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>
--

N° 3 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; • les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ; • les secteurs collectés et les réseaux associés ; • les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; • les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). <p>Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un plan des réseaux de</p>

collecte (eaux usées et eaux pluviales) de la société Aber Environnement du 13 octobre 2014. Ce plan est à jour. L'exploitant dispose également d'un plan des ouvrages de prétraitement des eaux usées industrielles qui a été réalisé en interne. Ce plan n'est pas daté mais est à jour.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Ouvrages de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 4.3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection les informations techniques justifiant de l'acceptabilité de ses effluents dans la station collective (autorisation de déversement, convention de rejet, données techniques, information sur les performances de la station collective).</p> <p>Les points de rejet sont aménagés de manière à permettre le prélèvement d'échantillons et la mesure représentative des caractéristiques du rejet (débit, température, concentration, etc.). Ils sont aisément accessibles pour permettre des interventions en toute sécurité.</p> <p>Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>Les systèmes permettant un prélèvement en continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 heures, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4°C.</p> <p>Constats : Les ouvrages d'épuration ont été vus lors de la visite et sont accessibles. Le point de rejet est aménagé dans un canal et un système de prélèvement automatique est installé. Un appareillage permettant de relever le débit, la température et le pH des effluents est présent.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Rejets aqueux - VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 4.3.7 et 4.3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • température : $\leq 30^{\circ}\text{C}$; • pH : compris entre 5,5 et 8,5 ; <p>Le site est équipé d'un équipement de mesure directe de pH avec système de correction (ajout de soude ou de magnésie par exemple).</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux industrielles pré-traitées dans le réseau</p>

d'assainissement, les valeurs limites suivantes :

débit : 30 m³/j
MES : 1000 mg/L et 30 kg/j
DBO₅ : 2160 mg/L et 64.8 kg/j
DCO : 3330 mg/L et 99.9 kg/j
azote global : 130 mg/L et 3.9 kg/j
phosphore total : 14.28 mg/L et 0.428 kg/j
SEH : 250 mg/L et 7.5 kg/j

[...]

Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les bulletins d'analyse du laboratoire Inovalys des mois de juillet à décembre 2022.

Les VLE des effluents pour les macro-polluants sont conformes sur les 6 derniers mois.

Le pH des effluents est inférieur à 5.5 de septembre à décembre 2022 (oscillant entre 5.1 et 5.4) et est donc non conforme.

Observations : Le pH des effluents est relativement acide. L'exploitant a prévu de mettre en place un système d'injection de magnésie dans le second semestre 2023 afin de réguler le pH. L'exploitant doit fournir un échéancier de travaux.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Rejets aqueux - surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 10.2.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les mesures d'autosurveillance de la qualité des effluents industriels aqueux rejetés portent sur les paramètres et selon les fréquences définis ci-après :

débit : en continu
ph : en continu
température : en continu
MES : mensuelle
DCO : mensuelle
DBO 5 : mensuelle
Azote global : mensuelle
Phosphore total : mensuelle
Chlorures : mensuelle

[...]

Constats : L'exploitant effectue une analyse mensuelle des macro-polluants. Les paramètres débit, pH et température sont mesurés par un appareillage fixe.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Transmission des données d'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<p>Constats : Les résultats de l'autosurveillance ne sont pas saisis dans GIDAF depuis le mois de janvier 2022, ce qui constitue un écart à l'arrêté ministériel.</p>
<p>Observations : L'exploitant est invité à vérifier ses accès à l'interface GIDAF et à saisir ses résultats d'autosurveillance.</p> <p>En cas de difficulté de connexion, l'exploitant pourra solliciter l'administrateur régional GIDAF via l'adresse mail suivante : admin.gidaf-pdl@developpement-durable.gouv.fr</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 8.3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'établissement dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et aux enjeux à défendre, et au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un dispositif d'extinction automatique (« sprinklage ») adapté aux risques sur l'ensemble des ateliers de pétrissage, des lignes de production, des locaux de stockages, ayant deux sources d'eau de volumes respectifs 30 et 450 m³, associées à des motopompes au fioul domestique ; • d'une capacité en eau d'au moins 840 m³. <p>La ressource en eau d'extinction d'incendie se compose de :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> – une réserve d'eau d'extinction d'incendie de 430 m³ (PEA n°151-0255) interne, – une réserve d'eau d'extinction d'incendie de 400 m³ présente sur le site COGELEC à proximité du rond-point de Gautreau, composée de bâches et/ou de bassins aériens mobilisables (disposant de raccords normalisés, d'une aire d'aspiration et accessibles par les services de secours). Cette réserve d'eau est réceptionnée pas le Service Départemental d'Incendie et de secours. La justification de cette réception est tenue à la disposition de l'Inspection des Installations Classées ; • de RIA et d'extincteurs ; <p>L'exploitant s'assure que les ressources en eau, extérieures à l'entreprise, permettent de couvrir en permanence les besoins complémentaires nécessaires (en termes de débit et de volume) pour atteindre au moins 840 m³ d'eau pour 2h d'intervention. Ainsi, l'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection les justificatifs autorisant l'accès aux ressources externes (conventions, autorisations ...).</p>
<p>Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport de vérification du dispositif d'extinction automatique du 27/04/2022, réalisé par la société EQUANS. Ce rapport met en évidence un risque de mise en échec du dispositif de protection dans la zone d'expéditions des produits finis (environ 400 m²) car la hauteur de stockage est trop importante (6 m au lieu de 2.6 m). Ce risque est mis en évidence depuis le 10 mars 2021. Ceci constitue un écart majeur à l'arrêté préfectoral.</p> <p>L'exploitant dispose d'un accord oral avec la société COGELEC pour l'utilisation de sa réserve d'eau de 400 m³. Un projet de convention d'utilisation a été rédigé en 2018 mais jamais finalisé.</p>

L'exploitant précise que des contacts avec la société COGELEC sont en cours afin de finaliser la convention d'utilisation de la ressource.
La réserve d'eau de 430 m ³ interne au site a été vue lors de la visite et était pleine. Celle-ci est équipée de 4 raccords pompiers accessibles.
Observations : L'exploitant doit finaliser la convention d'utilisation de la ressource en eau de 400 m ³ située sur le site de COGELEC. A cette occasion, il conviendra de demander la fiche de réception du SDIS de cette ressource.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 8.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues dans le respect de la réglementation en vigueur et le matériel est conforme aux normes françaises qui lui sont applicables. Une vérification de l'ensemble des installations électriques et des mises à la terre des masses métalliques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne explicitement les déficiences relevées dans son rapport. Les mesures correctives sont prises dans les meilleurs délais et tracées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un compte rendu de vérification périodique Q18 des installations électriques du 5 décembre 2022, réalisé par la société DEKRA. Ce document conclut à l'absence de risque d'incendie et d'explosion. La précédente vérification avait eu lieu le 14 décembre 2021. La fréquence des vérifications est conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 8.5.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. La capacité de rétention (bassin, réseaux interne ...) du site est d'au minimum 1 856 m ³ . Celle-ci doit permettre de collecter les écoulements susceptibles d'être pollués (en particulier les eaux d'extinction en cas d'incendie) et est maintenue en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service sont

actionnables en toutes circonstances.
L'exploitant tient à la disposition de l'inspection les justificatifs qui permettent de démontrer que ces besoins sont bien couverts.
<p>Constats : Le site dispose d'un bassin de confinement des eaux d'extinction de 1856 m³. L'ensemble des eaux pluviales du site transite dans ce bassin.</p> <p>Le bassin a été vu lors de la visite. Celui-ci était vide et de la végétation commence à pousser à différents endroits.</p> <p>Le rejet du bassin s'effectue via une buse équipée d'un dispositif de sectionnement (capot amovible à l'aide d'une chaîne). Lors de la visite, l'exploitant a testé le dispositif de sectionnement. Ce dernier n'est pas opérationnel car la végétation bloque la bonne obstruction de la buse. Le confinement des eaux d'extinction n'est donc pas possible.</p> <p>Observations : Il convient d'enlever la végétation autour de la buse d'évacuation des eaux du bassin afin de rendre opérationnel le dispositif de sectionnement. L'exploitant devra transmettre sous 15 jours les justificatifs de remise en état du dispositif.</p> <p>Par ailleurs, il conviendra également de mettre une butée sur le capot du dispositif de sectionnement afin d'éviter que celui-ci ne bascule dans le mauvais sens et ainsi faciliter la mise en œuvre du dispositif.</p> <p>Il est conseillé à l'exploitant de tester le bon fonctionnement des dispositifs d'obturation régulièrement et de la vanne située en amont du bassin pompier (par exemple, lors des exercices incendie).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet